

L'Anarcho-syndicaliste

N°219 - Le numéro: 2 €

Mai-Juin-Juillet 2020

« ... Nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même... ». Fernand Pelloutier - Lettre aux Anarchistes.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang-Bernard 44400 REZÉ

Abonnement pour 20 n°s: 40 euros; Abonnement de soutien: 50 euros
Verser à: Association des Groupes Fernand PELLOUTIER
N° CCP 9998 28D Nantes - 19, rue de l'Étang-Bernard - 44400 REZÉ

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Dépôt légal: Bibliothèque nationale de France

Fondateur de publication: Alexandre HÉBERT
Directeur de publication: Marc HÉBERT.

<http://www.uas-pelloutier.fr> uas.pelloutier@laposte.net

CIRCULAIRES, Y' A RIEN À VOIR! «LE SOLEIL SE LÈVE À L'EST!» OBJECTIF LUNE? TINTIN!!!

Voilà un récapitulatif des circulaires de la confédération FO, adressées aux camarades dans les syndicats. Édifiant!

Nous constatons, depuis le départ de Pavageau, que la résolution confédérale du dernier Congrès est passée aux oubliettes. La Confédération a aggravé la politique de collaboration mise en place depuis Mailly. Toutes les circulaires confédérales le démontrent.

La Confédération adopte le langage du pouvoir économique et politique. Elle fait «*sienne*» ses analyses et abandonne toute notion de lutte de classe. Ainsi soumise au langage «*managérial*», elle intègre l'inéluctabilité de la suppression des libertés, donc les libertés syndicales.

Pour mémoire, rappelons le refus de donner la parole à Frédéric Vuillaume, mandaté par le Syndicat des agents du Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté, lors du Congrès de Lille. Ce refus illustre bien le mépris de la hiérarchie syndicale envers le syndicat de base combatif, au profit d'un appareil syndical collaboratif.

montrent l'impuissance de la confédération et sa servilité au pouvoir politique et économique: aucune mobilisation, aucune revendication contre la perte de liberté et les violences policières, celles de l'État policier qui les commande. Mais «*analyse, réflexion, position*».

FO est devenu un conseiller du gouvernement: les propos tenus dans la circulaire confédérale numéro 157-2020, «*Courrier à Madame Péni-caud*», illustrent la perte d'indépendance et de liberté dans le cadre des préventions des difficultés à venir. De même FO se limite à regretter: «*la précipitation qui a marqué l'examen ce 8 juin au Parlement des projets de lois organique et ordinaire relatifs à la dette "Covid"*»...

La remise au pas des dernières UD libres et indépendantes s'inscrit dans ce cadre.

Et FO file le train à la CGT, dans l'«*Intersyndicale*» pour organiser le «*théâtre de rue*» de bon aloi.

Marc HÉBERT,
28 juin 2020.

Les dernières circulaires confédérales dé-

BAS LES MASQUES, BONNETEURS! (1)

Je ne suis pas une scientifique, ni un médecin et je puise mes connaissances dans le matériel à disposition, les bouquins, le net, la radio. De ces apports, j'en tire quelques analyses propres à une syndicaliste, une anarcho-syndicaliste.

Entre 1347 et 1352, 38% de la population du royaume de France disparaît, emportée par la peste. Les épidémies se succèdent dans le monde connu d'alors. Cette époque, appelée grossièrement «moyen-âge», est bouleversée dans ses habitudes. Les vêtements se portent de plus en plus serrés et enveloppants afin de protéger les corps. L'usage des bains publics est condamné de peur que l'eau ne rentre dans ce corps à la merci de cette terrible maladie qui fauche les humains en quelques jours. Que dire de la lèpre, dès que la maladie est diagnostiquée, la communauté procède à nos funérailles en notre présence, mort sociale avant celle de l'individu. Socialement plus proche, la tuberculose fait des ravages dans les milieux populaires au capitalisme naissant. L'habitat insalubre regroupé autour des manufactures, la malnutrition et les conditions de travail harassantes sont propices à la propagation de cette terrible maladie.

Ces épidémies meurtrières ont marqué les sociétés d'alors, et le souvenir, dans nos inconscients reste certainement très vivace. Tout comme la peur qu'une nouvelle famine advienne, aujourd'hui, la famine est qualifiée par les économistes «*aterrants*», de pandémie! Notons qu'à l'heure actuelle, la tuberculose fait plus de morts que le Sida. C'est une maladie reconnue professionnelle pour les travailleurs sociaux.

Ces maladies sont transmises par des bacilles de la famille des bactéries. La découverte des antibiotiques semble avoir permis d'arrêter la progression et la propagation de la peste, de la lèpre, du choléra, de la tuberculose et autres compagnes de l'humanité.

La mortalité des individus atteints par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) est réduite par des thérapies complexes. Mais tout de même, en quarante années, 32 millions de morts depuis 1981 de par le monde. Le VIH est un rétrovirus.

Nous arrivons aux virus, ceux qui nous obsèdent en ce moment et en particulier le Covid 19. La rage, la poliomyélite, la variole et les gripes sont des maladies virales.

Il semble que les virus, capables de se répliquer, soient tellement évolutifs, que certains chercheurs déclarent qu'ils sont à l'origine de la vie. À noter que les océans, la mer, enfin la Manche, sont leurs lieux de prédilection... Je trempe dans les virus très ré-

gulièrement...! Ils sont omniprésents dans la «*flore intestinale humaine*». Nous avons intérêt à bien nous comporter avec eux, d'après de récentes découvertes, notre corps est ... «*occupé*» par des bactéries, des virus, des parasites et des champignons, dix fois plus nombreux que les cellules humaines! «*On n'est plus chez soi!*».

À rappeler que nous tous, individus humains sur cette Terre, sommes des mortels en puissance et que nous participons activement au «*grand chambardement*» de la vie.

Là s'arrête ce qui peut être qualifié de «*bucolique*»... car le capitalisme et ses reîtres (2) imposent une autre vision désastreuse.

Au sujet de cette pandémie de Covid 19, nous avons observé ces derniers mois, en France, une suite catastrophique de décisions inappropriées en matière de protection de la population: votations, manque de masques pendant le pic de la pandémie, absence de réflexions sur les traitements adaptés, pénurie de médicaments et de tests, etc... Nous avons la confirmation de la volonté délibérée de destruction de toute protection sociale et de l'ensemble de l'organisation sanitaire par les orientations volontaires des gouvernements successifs en France, avec le dessein d'instituer une santé marchandisée et lucrative. Nous en mesurons les conséquences: l'absence de soins à l'attention de tous les habitants, quelles que soient leur origines sociales et étrangères, la négligence portée à la recherche médicale, etc...

Mais le pire reste à venir...

Écouter la radio devient insupportable, un vrai martèlement d'inepties. Les messages répétés de «*conseils de protections*» sont infantilissants. Les journaux, aux heures de grande écoute n'ont plus rien d'informatifs, ils sont occupés en grande partie par des «*radios-trottoir*» ou autres participations des auditeurs. Où sont les analyses de journalistes dignes de ce métier? Nulle part; ne reste que la propagande de l'État, pour l'état d'urgence et son corollaire l'état d'urgence sanitaire.

Pauvres idiots que nous sommes, responsables de tout, bonnes têtes à claques! La propagande nous travaille au corps, elle fait resurgir les peurs ancestrales, la maladie, la mort, la faim; elle écarte tout raisonnement.

(1) Organisateur du jeu de dupes, dénommé *bonneteau*.

(2) Mercenaires; ce ne sont pas des guerriers et le montant de leurs «*soldes*» est trop importantes pour être des soldats.

Peur et hygiéniste, les deux mamelles de la propagande de l'état d'urgence sanitaire.

Et les injonctions tombent: embrassades interdites, port de la muselière obligatoire, «*distanciation sociale*»! Nous sommes atteints dans notre intimité, dans notre vie propre. Interdiction de toucher avec la main, d'embrasser ses vieux parents dans les EHPAD. Méfiance des camarades qui évitent nos accolades fraternelles.

ILS savent ce qui est bien, bon, propre, hygiénique... ILS sont partout, dans les annonces des grandes surfaces, dans les médias, répétées inlassablement par nos voisins, nos camarades. ILS? Ceux qui organisent la propagande et étouffent les capacités de raisonner. Une réelle distanciation sociale est installée, les organisateurs de la stratégie du choc au service du capitalisme international n'ont pas de visage. Comme la peste, «*ils*» portent la désolation, bien que nous puissions, syndicalement les définir: les banques, les groupes économiques internationaux. En Grèce il y a une dizaine d'années, nous avons vu à l'œuvre ces reîtres: la *Commission Européenne*, la *Banque Centrale Européenne* et le *Fond Monétaire International*, les mercenaires de «*la Troïka*».

Inspirée de la production de la viande dans l'industrie agro-alimentaire, la traçabilité des assurés sociaux est organisée: le «*contact-tracing*», notons que l'usage de l'anglicisme en diminue la violence du fait. La *Sécurité sociale* connaît notre état de santé par les ordonnances et le contenu des arrêts maladie. Si l'assuré social est covidé, des équipes spécifiques, dans les caisses primaires d'assurance maladie, appellent tous ceux supposés en contact avec ledit assuré pour leur proposer de se faire tester. Promis, juré, rien n'est divulgué! Pour l'instant! Encore que?

Mais que faire des applications de traçage, à destination de nos téléphones portables, type «*Stop-covid*» que le gouvernement a fait voter par le Parlement? Ne pas oublier que la *Sécurité sociale* est aussi désignée «*solidaire*» du gouvernement depuis décembre 2018.

Tout paraît normal, tout semble acceptable dans cette mascarade, dans ce jeu de dupes. Mais que deviennent les centrales syndicales dans ce jeu de Bonneteau? Combattent-elles l'allongement de la garde à vue sans l'assistance d'un avocat, les violences policières, l'interdiction de manifester, la liberté bafouée et la criminalisation des syndicalistes? J'ai eu l'impression, que tétanisées, elles revendiquaient le port du masque pour tous. Je cauchemarde, la conf, au prochain congrès va-t-elle nous offrir une bouteille d'oxygène (avec le logo) pour protéger nos petits poumons?

Le 22 juin, c'est l'été!

Christine.

ABONNEMENT:

Abonnement pour 20 n°: 40 €.

Abonnement de soutien: 50 € au moins.

FORMULAIRE SUR: www.uas-pelloutier.fr

PAR COURRIER ET CHÈQUE:

adressé à:

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
19, rue de l'Étang-Bernard - 44400 REZÉ

libellé à l'ordre de:

ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER
CCP: 9998 28B Nantes.

PAR COURRIEL ET VIREMENT BANCAIRE:

adressé à: uas.pelloutier@laposte.net

virement à destination de:

FR 74 2004 1010 1109 9982 8003 218

SOMMAIRE:

- p.1:** ● Éditorial
... Marc HÉBERT
- p.2-3:** ● Bas les masques bonneteurs!
... Christine
- p.4-5:** ● A qui profite le crime?
... par le père LABOULE
- p.6-7-8:** ● Voilà ce qu'est l'état d'urgence!
... Frédéric VUILLAUME
- p.8:** ● L'Anarcho-Syndicaliste soutient Jean JAYER
- p.9-10:** ● Petite histoire du syndicalisme étasunien
... Laurence STRIBY
- p.11-12:** ● Des abonnés nous écrivent
... Michel et Claire
- p.13:** ● Hasta la victoria, siempre (En hommage à notre ami Serge GENTILI).

À QUI PROFITE LE CRIME?

... par le père LABOULE

Dans cette série, passons de l'âne au coq (et non, pas l'anocoque!)

En guise de préambule: L'idéologie managériale, étroitement liée au néolibéralisme, a envahi notre quotidien jusqu'à infiltrer l'épidémie dont nous subissons encore la dictature médiatique. Comment? Non seulement par sa gestion comptable dont les enveloppes fermées ont, par exemple, interdit toute production intensive de tests de dépistage; par son double langage et ses effets d'annonces officielles (ex: les tests ne sont pas fiables, donc pas de subventions), mais encore, par l'emploi d'anglicismes, comme si la langue française n'était pas à la hauteur des événements – voire les «clusters» (1) apparus subitement sur les ondes et les écrans, au moment même où il était question de déconfinement.

Cluster! (en français «groupe» ou «grappe», en aucun cas «foyer d'infection»). Mais qui donc a lancé ce mot qui «exotise» le fléau, et dans quelle intention, s'il y en a une autre que celle de «se la péter»? Pour dédramatiser?

Le mot a fait fureur chez les présentateurs-commentateurs de «télé-radio-moquette» dont les écoles de «journalisme» ont depuis longtemps fait allégeance au fric de leurs milliardaires de patrons et trahi la liberté de la presse et de circulation des idées, au grand profit de la liberté de circulation des marchandises... Qu'importe! Le mot contribue à développer les rumeurs qui font peur. A défaut de commerce, c'est bon pour la sécurisation, ça, coco!

1^{er} Acte ...« Arrivé dans la rue des Saints-Innocents, j'avais sorti l'ampoule de ma poche et tout en continuant mes pas, j'attendais que le Seigneur m'illumine de sa sagesse et m'envoie l'ordre divin de l'envoyer au sol et la fouler aux pieds, au beau milieu de la foule de piétons qui passaient par là»... (Extrait imaginaire des mémoires d'un Fou de Jésus – secte inventée pour les besoins de la démonstration, ainsi que son kamikaze).

Je n'ai pas plus que nécessairement envie de m'étendre sur cette pandémie toujours en cours: on a tellement été manipulés par les médias (aux seules mains de quelques milliardaires, on ne le répétera jamais assez!), choqués par les effets d'annonces, les annonces des interdits sociaux, la policierisation de la santé; et pour nombre de citoyens, traumatisés par la mort de leurs proches et la propagation corona-virale mise en spectacle jour après jour. Mais...

«Flash-back-sur-Seine»: 1969, c'est l'après-68, De Gaulle démissionne, Poher assure l'intérim, Pompidou est élu. La grippe de Hong-Kong? Sauf au zinc des bistrotts que j'fréquente, personne n'en parle, et pour cause: les médias ont d'autres chats à fouetter, la politique avant tout! Or, l'indifférence de nos politiques, l'indifférence de

nos médias, l'indifférence générale des classes possédantes, sauf pour ceux qui ont perdu leurs proches, font que les 31.000 morts de par la France passent comme une lettre à la poste (de l'époque, *La Poste!*) dans l'acceptation qu'une épidémie, ça tue beaucoup de monde.

«Zoom» sur 2020: Attention! La sécurisation de la société, à l'instar de celle des entreprises, est passée par là. En son nom, ne paniquez pas, on s'occupe de tout, mais faites c'qu'on vous dit, sinon «Gare!». Dans une vision ressemblant fort à l'humanisme chrétien pratiqué chez les jésuites-chers-à-vous-savez-qui, il faut que tout le monde obéisse et communie dans l'oubli de soi-même, ses passions, ses désirs. Place à l'apitoiement et à la commisération générale pour les pauvres victimes; place à l'empathie, la solidarité à l'égard des «soignants» toute hiérarchie confondue, toute question de salaire ou d'émolument oubliée... mais toute autre population de travailleurs en 1^{ère} ligne aussi, circulez caissières de MS/GS, techniciennes de surface, chauffeurs-PL et autres ouvrier(e)s réquisitionné(e)s pour la continuation de l'économie essentielle et vitale!

Le gavage des oies que nous sommes devenus (grâce au Capital - le lancer d'alerte en moins - on n'est plus au Capitole!), jour après jour, s'est mis en place à grands coups de spots radio-visuels... d'allocutions phénoménalement contradictoires, d'une semaine, d'un mois à l'autre... le sacre de l'impéritie. L'idéologie managériale aux manettes du pouvoir est à son pinacle – Viens, mon pape, accorde à ton chanoine de Latran le baiser de l'amour universel que tu avais jadis accordé à Mussolini - Allez, Loulou, ya, nous allons éradiquer la Pan! Démie... Par St-Érembert, un bitard de 4^{ème} en guise de président, ça craint, quand même!

Charlebois en imaginait un (enfant-président) bien plus facétieux, roué aux recettes du bonheur, quitte à en mourir... le mauvais temps est sur l'étang!

Mais que peut donc une gestion comptable par enveloppes fermées, même médiatisée jusqu'à plus soif, à grands coups de com', sinon patauger dans les incertitudes, les retards et erreurs décisionnels? L'humain est l'ennemi du managérial dans sa gestion des entreprises, pourquoi voudrions-nous qu'il ne le soit pas dans la gestion de l'État?

Nous en arrivons à un peu plus de 30.000 morts? Gros-modo, comme en 69? Après tout ce déploiement sécuritaire? Mais de qui se foutons-nous don', comme aurait dit l'avocat des *Flagrants délires*? Nous atteignons les berges du «lean management» où l'objectif collectif

(suite en page 5)

(1) À ne pas confondre avec le général du même nom, mais sans L, qui, toutes proportions gardées et en un temps record, a fait plus de morts dans la nation Sioux, que le Covid-19 au niveau planétaire (hein, Bruno?).

et l'objectif individuel, supervisés par le N+2, ne font plus qu'un! Extase du 360°, nous avons, jusque là, le *Job-lak-ebarz* à la renommé péninsulaire (ne cherchez pas, il n'y en a qu'une, de péninsule, en France continentale!); nous voici avec «*job dating*» et ça marche!!!

2^{ème} Acte ...«Le professeur Zhou Yi Tse venait de tirer la dernière bouffée de sa Zhonghua et l'écrasait dans le cendrier, en réfléchissant aux ordres que le président Wen Dong Shi avait communiqué à ses supérieurs. Le centre de recherches national sur les armes épidémiologiques avait enfin choisi quelles étaient les molécules qui feraient le plus de ravages dans la population mondiale et avait évidemment choisi celles contre lesquelles un quelconque vaccin n'était pas près de voir le jour. Tromp allait voir de quel bois le centre du monde et sa bureaucratie céleste se chauffent!

Le professeur Zhou Yi Tse, benaise, prit son revolver, l'appuya sur sa tempe gauche et tira. Il mourut sur le coup, mais le revolver, en tombant, percuta le rebord du plan de travail et vint culbuter les éprouvettes contenant les cinq variétés sélectionnées pour contaminer la planète entière. Quatre d'entre elles s'immobilisèrent aussitôt, la dernière roula, puis tomba par terre»... (Passage sélectionné de «*Les Héritiers de Sun Ya Tsen*», roman imaginé, comme le passage en question, pour la démonstration)

L'insupportable emploi de ces anglicismes n'est en aucun cas dû au hasard. C'est d'une part, une manière de se reconnaître entre apprentis-sorciers prêts à tout pour «*arriver*»; et une fois «*parvenus*», c'est la manière la plus débilite de paraître (plutôt que d'être) là où il faut..., principalement dans le paysage médiatique.

S'il est dans l'intention de son locuteur de passer pour un personnage ayant du pouvoir, ou proche du pouvoir (les fameux «*milieux autorisés*»), il est indispensable de pratiquer la novlangue que vont, bien sûr, propager les médias, surtout télévisuels. Bref, le managérial à la française a fait sienne l'affirmation de Louis XI: «*paraître est une nécessité du pouvoir*» (évertuons-nous à le répéter sans cesse!). C'est une question de «*challenge*»! La preuve par... une publicité «*Youtube*» parue pendant le confinement: «*Défiez-vous en télétravail. Challenge pour gagner de la monnaie virtuelle et gagner des lots. Capdel.fr*». Peu importe pendant combien de temps cet encart s'est affiché «*sauvagement*» sur l'écran d'un film ou d'un documentaire gratuit Youtube (donc Google), ni combien de temps cela a duré, mais cet encart s'est plaqué tellement cyniquement à la réalité d'un retour en arrière de l'exploitation du travail aliéné – le travail à la maison, chez soi, donc l'intrusion de l'entreprise dans notre vie privée si chèrement acquise, qu'il convient de s'y arrêter.

Le génie humain est sans limite. Mais est-ce là une raison pour que l'inventivité soit toujours tournée vers la recherche du profit, «*the greed*», comme l'expriment les anglo-saxons, mot se traduisant aussi bien par «*envie*», «*avidité*», «*cupidité*» que – les aigles que j'aime me pardonneront – la «*rapacité*», qui plante ses griffes dans

n'importe quelle source de revenu, tel le travail à domicile (le télé-travail étant un travail à part entière, avec sa réglementation) dans lequel l'employeur s'exonère de devoirs et charges lui incombant... Tant qu'à faire, les enfants qui ne savent pas quoi faire, chez eux, pourraient aider leur maman, leur papa... gratuitement? - pardon, bénévolement, bien sûr!... Nous approchons de la fin d'un monde, mais laquelle?...

«[...] Jusqu'en 1973, il n'y avait pour l'État, ni dette, ni intérêt, puis vint la loi bancaire! «*La dette est une construction artificielle créée (2) par les banques avec le consentement des États pour dépouiller les peuples et en faire des esclaves à leur solde. Les gouvernants sont au courant... et ils laissent faire !!!*», a expliqué Michel Rocard (3), en son temps. [...] Ces PDG peuvent passer du secteur privé au secteur public, conseiller des princes et les États, devenir ministres ou commissaires européens. (Exemple des anciens de GoldmanSachs). [...] Dire que c'est le marché qui décide de leur valeur est un mensonge puisqu'ils se cooptent en petit comité».

(Extraits de *Les MULTINATIONALES - Inventaire des origines de nos maux*, Jean-Pierre VIALLE, Août 2017).

Quelle que soit l'origine de cette pandémie et la manière dont nous abordons cette dérive militaro-étatique - et plus que jamais policière -, entre crise sanitaire (d'hier?) et crise économique (de demain?), le constat est le même: nous ne valons pas «*tripette*» aux yeux des gouvernants. Derrière les «*effets de manche*» de cette comédie humaine aux valeurs «*immortelles*» liées à l'argent, la France d'en-Haut et ses hommes de pouvoir méprisent plus que jamais la France d'en-bas et ses gueux. A leurs yeux, le mal est toujours là, à savoir l'anarchie, chez ceux qui ne réussiront jamais, et jamais qu'à semer le trouble dans les têtes insuffisamment moulées, ceux qui sont capables de subvertir ce monde par refus de ce qui leur est proposé! ... Et rassurons-les, ils ont raison, nous sommes toujours là!

Mais, attention, le management s'est également infiltré dans la vie quotidienne. A force de subir des termes lénifiants qui, dans l'entreprise, déterminent les bonnes attitudes, les salariés redevenus citoyens, ressentent à présent, des réactions-réflexes à l'égard de ce qui, hier encore, n'était qu'attitudes inhabituelles et sont devenus, à leur avis, comportements anormaux. Là où une discussion passionnée élevait le ton chez les interlocuteurs, se déroule à présent une agression caractérisée. Toute école supérieure de management enseigne, à ses candidats à la réification, cette défense à l'agression vocale qui pourrait les déstabiliser!

Tout État est policier, disions-nous voici un demi-siècle. Il l'est plus encore aujourd'hui, dans et hors l'entreprise, y compris dans l'esprit.

(2) En réalité, la dette à 3 % a été créée par 2 conseillers du Président Mitterrand et adoptée de suite par les banques!

(3) C'est fou comme le pouvoir corrompt et rend amnésique!

VOILÀ CE QU'EST L'ÉTAT D'URGENCE!

Frédéric Vuillaume est secrétaire du syndicat FO des agents du conseil régional de Bourgogne-Franche Comté. Au Congrès confédéral de Lille en 2018, la confédération lui a refusé sa prise de parole - pourtant mandaté par son syndicat! - sous prétexte de son retard à l'inscription des demandes d'intervention... retard pour cause de grève à la SNCF.

Fred a, actuellement, un besoin urgent du soutien des camarades et des organisations syndicales de Force Ouvrière, car il subit depuis près de deux ans, un harcèlement policier et juridique qui remet en cause son intégrité personnelle, familiale, financière et syndicale.

Voici ci-dessous: le déroulé des faits en question, la pétition à signer et la cagnotte à alimenter, pour le soutenir dans son combat qui est aussi le nôtre.

Le 16 novembre 2018, lors de la venue du Président de la République à Besançon, j'ai été violenté par un policier de la BAC qui m'a fait un étranglement avec un tonfa ou une matraque, malgré que je portais une chasuble Force Ouvrière et que je scandais des slogans avec le porte-voix. Le même jour, j'ai eu le petit doigt de la main gauche cassé suite à un coup de matraque d'un CRS.

Le 17 novembre, en tant que militant ouvrier, j'ai participé, dès le début, au mouvement des *Gilets-Jaunes*, durant toute la journée et depuis, j'ai participé à toutes les actions et toutes les manifestations, sans interruption.

C'est le 27 décembre 2018 qu'a commencé cette pression policière. J'ai été réveillé par la police à mon domicile, le matin, à 8h30, pour une convocation dans la demi-heure avec un autre *Gilet-jaune*, Kevin, qui n'est plus actif dans le mouvement. Cette convocation s'en est suivie de 8 heures de garde à vue dont nous sommes sortis totalement libres, sans aucune convocation devant le Tribunal.

Le 8 février 2019, la police est venue m'apporter, à mon domicile, une lettre du Préfet du Doubs pour me faire comprendre que j'étais un «*leader de fait*» et que pour lui, j'étais l'organisateur des manifestations et que je devais les déclarer. Le même jour, la police revient à mon domicile pour remettre, en main propre, une convocation à ma femme (je suis depuis en instance de divorce) pour se présenter au commissariat, le 13 février 2019.

Le 13 février 2019, j'accompagne mon épouse, devant le commissariat où elle a été convoquée. Elle y a fait 24 heures de garde à vue.

Le 14 février 2019, elle sort de garde à vue avec un contrôle judiciaire qui lui interdit toute présence dans la boucle du centre ville de Besançon, le week-end, jusqu'à son procès au mois de juin 2019 (procès qui a été reporté au 13 mars 2020, pour défaut de compatibilité de format des vidéos des policiers qui doivent être diffusées au Tribunal).

Le même jour, ma femme à peine sortie de garde

à vue, nous apprenons que son fils de 22 ans (mon beau-fils que j'ai connu dès l'âge de 3 ans) a été interpellé et menotté à 17h30 devant son lieu de travail, placé directement en garde à vue puis, après une perquisition dans son appartement, il passe en comparution immédiate, au Tribunal, le 15 février 2019.

Alors qu'il n'a aucun casier judiciaire, travaille, a un appartement et vit en couple, mon beau fils est incarcéré pour 6 mois ferme, pour jet de pétards-mortier sur les forces de l'ordre, - en réaction à la blessure à la jambe de sa mère par un palet de lacrymogène, lors de la manifestation du 9 février 2019.

Le 27 février 2019, je suis, à nouveau, convoqué au commissariat avec le *Gilet-jaune* Kevin: placés en garde à vue pendant 5 heures, puis relâchés sans aucune convocation au Tribunal.

Le 28 février 2019, nouvelle intervention des forces de police, à mon domicile, à 6h30, pour procéder à une perquisition, à l'issue de laquelle ils ont saisi mon smartphone et mon ordinateur fixe ainsi qu'une caméra style go pro (à ce jour, je n'ai toujours pas récupéré mes affaires), puis fouillé mon véhicule, avant de me conduire au commissariat, entre deux policiers, pour 12 heures de garde à vue. Une fois de plus, j'en suis ressorti sans aucune convocation au Tribunal.

Le 13 mars 2019, sous mandat syndical, nous allons, mon épouse et moi, accompagnés d'un *Gilet-jaune*, à la rencontre du ministre de l'Intérieur, venu inaugurer le commissariat de Besançon. A peine arrivés à proximité du commissariat, un cordon de CRS nous bloque le passage; nous avons commencé à scander «*Castaner assassin!*»; à ce moment là, les CRS nous ont interpellés, menottés et conduits au commissariat pour, de nouveau, 24 heures de garde à vue.

Nous en sommes ressortis avec une convocation au Tribunal, le 29 avril, qui nous a condamnés à 1.500 euros d'amendes avec sursis et 5 ans de mise à l'épreuve. Nous avons fait appel.

Le 10 juin 2019, lors de la visite du Président de la République à Ornans, près de Besançon, j'ai été emmené avec 5 autres personnes à la gendarmerie; après avoir reçu une amende de 135 euros, nous avons été évacués d'Ornans.

(suite en page 7)

Le 14 juin 2019, la police m'apporte, à mon domicile, un arrêté d'interdiction de manifester devant le commissariat, puis, en même temps, verbalise mon véhicule, mal garé comme beaucoup d'autres sur le trottoir de notre parking privé de la copropriété; j'ai été le seul à recevoir une amende de 135 euros.

Le 2 juillet 2019, je croise la police, au volant de mon véhicule, à l'arrêt dans un bouchon; mon téléphone, posé sur le siège, sonne; instinctivement, je tourne juste la tête en direction de mon portable; un des policiers ouvre sa fenêtre tout en continuant sa route et m'interpelle: «*Vuillaume, pas de téléphone au volant!*».

Le 13 juillet 2019, je participe, comme tant d'autres, à une ouverture de péage; je suis, de nouveau, verbalisé avec d'autres *Gilets-jaunes*, une centaine environ; résultat: une amende de 135 euros. Le même jour, sur une autre opération de péage, près de Besançon, nouvelle amende de 135 euros.

Lors du défilé du 14 juillet 2019 à Besançon, j'ai été étranglé et violemment mis à terre, juste pour avoir scandé, avec une vingtaine de *Gilets-jaunes*, un slogan en défense d'une jeune femme, plaquée au sol et menottée. Les policiers nous ont, cette fois, laissés libres; mais à la fin de cette cérémonie du 14 juillet, nous avons voulu nous rendre en ville et là, plusieurs fourgons de police sont arrivés avec la brigade cynophile pour procéder à l'interpellation du groupe. Après avoir procédé à un contrôle d'identité, ils ont libéré tout le groupe, à part mon épouse et moi-même qui avons passé plusieurs heures d'attente avant une audition libre et d'être enfin libérés. A savoir: à mon arrivée au commissariat, un policier m'a crié que j'allais bientôt recevoir mon amende concernant l'utilisation du téléphone au volant.

Le 30 juillet 2019, lors de l'hommage rendu à Steve devant le commissariat de Besançon, un policier est venu nous lire un arrêté d'interdiction de manifester qui venait d'être signé, nous demandant de finir notre hommage et de partir; malheureusement, quelques jours plus tard, encore une amende de 135 euros, comme pour 4 autres *Gilets-jaunes*.

Le 9 novembre 2019, tandis que je m'avançais vers un gendarme pour protester car il venait de gifler un manifestant mineur qui le filmait, ce gendarme a brandi sa matraque télescopique puis un autre m'a gazé copieusement. Ces faits se sont déroulés lors d'un rassemblement à Montfaucon, près de Besançon, où le secrétaire de LREM, Stanislas Guérini, et la Secrétaire d'État à l'écologie, Brune Poirson, étaient attendus pour une conférence.

Le 17 décembre 2019, suite à la manifestation contre la réforme des retraites, un groupe de manifestants, dont je faisais partie, a voulu interpellé le préfet, le maire et la présidente de région, en manifestant, sur

la route, à proximité du bâtiment où ils devaient se rendre; après quelques minutes, un groupe de CRS nous ont poursuivis dans les rues de Besançon; au moment où j'avais enlevé ma chasuble Force Ouvrière et les manifestants s'étaient dispersés, plusieurs fourgons de police sont arrivés en trombe; j'ai été étranglé puis plaqué au sol et menotté, le porte-voix a été saisi; d'autres personnes, dont une mineure, ont été également conduites au commissariat. Après 24 heures de garde à vue, j'ai été libéré avec 2 autres personnes et le seul, à recevoir une convocation au Tribunal, le 17 février 2020, pour entrave à la circulation (procès reporté au 15 juin 2020, grâce à la grève des avocats pendant la réforme des retraites)

Le 9 janvier 2020, suite à une manifestation contre la réforme des retraites, une action avait été organisée sur une grosse artère de la ville de Besançon. Les CRS ont chassé la centaine de manifestants, nous ont poursuivis dans le quartier populaire de Planoise; une trentaine de manifestants se sont réfugiés dans le hall de la piscine municipale mais les CRS ont procédé à des contrôles d'identité et j'ai été conduit au commissariat: plus de 24 heures de garde à vue. Mon avocat était en grève: ils en ont profité pour me présenter devant le Procureur de la République qui m'a menacé de me déférer devant le Juge des détentions et des libertés, si j'étais une nouvelle fois interpellé. N'ayant pas de casier judiciaire, le Procureur n'a pas pu m'imposer un contrôle judiciaire, contrairement à l'autre manifestant qui avait subi le même sort que moi. J'en suis sorti avec une deuxième convocation au Tribunal, le 17 février 2020, pour entrave à la circulation et complicité d'entrave (procès reporté au 15 juin 2020, grâce à la grève des avocats pendant la réforme des retraites).

Le 25 janvier 2020, deux *Gilets-jaunes* ont été interpellés après la manifestation. L'apprenant, nous sommes allés à proximité du commissariat de Besançon pour scander des slogans; soudain, un policier excédé a jeté en ma direction une grenade de désencerclement puis une grenade lacrymogène, tombée à mes pieds; ce même policier a gazé une jeune femme à bout portant, puis le policier excédé a proféré des insultes homophobes.

Le 31 janvier 2020, lors de la venue de Laurent Nunez, Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Intérieur, malgré une autorisation de manifester accordée à l'intersyndicale, les forces de l'ordre nous ont poussés; un gendarme m'a tordu le bras pendant que j'étais appuyé contre leurs boucliers et scandais des slogans tandis qu'un autre m'agrippait le visage pour me faire taire et reculer; ensuite, nous nous sommes retrouvés nassés pendant 3 heures.

Le 2 juin 2020, Marie et moi avons reçu une convocation pour notre procès en appel concernant notre condamnation pour avoir scandé le slogan «*Castaner assassin!*»: même peine requise, 1.500 euros

(suite en page 8)

d'amende avec sursis car casier judiciaire vierge et 5 ans de mise à l'épreuve, verdict le 7 juillet 2020.

Au matin du 15 juin 2020, peu avant mon procès, je reçois une nouvelle amende de 135 euros, comme une dizaine de *Gilets-jaunes* pour avoir manifesté le samedi 30 mai 2020.

Ce même jour, je suis passé en procès suite à mes deux interpellations lors d'une manifestation contre la réforme des retraites. Les deux affaires ont été regroupées. Contre l'autre personne qui comparaisait avec moi pour une seule affaire, celle du 9 janvier 2020, le Procureur a requis 80 heures de TIG (travaux d'intérêt général), le prévenu ayant 2 mentions à son casier judiciaire (il avait entravé la circulation et avoué avoir mis le feu à une poubelle). Pour ma part, alors que je n'ai aucun casier judiciaire, le procureur a requis 2 mois de prison avec sursis, pour avoir entravé, avec mon corps, la circulation et être le donneur d'ordre. Le verdict sera rendu le 29 juin 2020.

Le 18 juin 2020, j'ai reçu deux convocations au Tribunal de police, pour le 7 juillet, concernant deux amendes pour interdiction de manifester le 13 juillet 2019, lors d'une opération péage gratuit à Marchaux (voir plus haut).

Voilà, en résumé, les pressions que je subis et que ma famille a subies, depuis le 17 novembre 2018.

J'ai 48 ans, je suis agent de lycée depuis plus de 20 ans et n'avais jamais fait aucune garde à vue, ni jamais eu de problème avec la police, ni avec la justice.

Mon couple en a subi les conséquences. Après 17 ans de vie commune, je suis en instance de divorce et je me retrouve, je suis, en grande difficulté financière.

Je passe les multiples gazages à bout portant, avec les gazeuses à main, et le fait d'être visé au LBD (lanceur de balle de défense).

Malgré toutes ces pressions, je continuerai à exercer mon droit fondamental de manifester.

Ci-dessous la tribune du media-tv et le lien pour la pétition et la cagnotte de soutien.

Frédéric VUILLAUME.

<https://www.lemediatv.fr/articles/points-de-vue/defendons-la-liberte-dexpression-et-de-manifestation-de-marie-et-frederic-vuillaume-gilets-jaunes-vic-times-dun-acharnement-policier-a-besancon-yyEsnA-HCTeC7uwam3ndWwQ>

La pétition: <https://www.change.org/p/maxime-renahy-gmail-com-d%C3%A9fendons-la-libert%C3%A9-d-expression-et-de-manifestation-de-marie-et-fr%C3%A9d%C3%A9ric-vuillaume?recruiter=227389-391>

La cagnotte: <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/cntkcred>

L'ANARCHO-SYNDICALISTE SOUTIENT JEAN JAYER...

La douloureuse absence de solidarité confédérale vis-à-vis d'un militant FO de toujours, Jean Jayer, qui plus est, ancien secrétaire confédéral à la Formation, interroge sur ce que sont devenues les traditions ouvrières au sein de notre organisation dont le nom revendique son qualificatif: *Force Ouvrière!*... et cache quand même un sacré problème de fond que nous évoquons, par ailleurs, et dans l'éditorial de ce numéro, et dans la publication du parcours «*de Charybde en Scylla*» de notre camarade du Doubs.

En effet, quelle est donc la position de la CGT-Force Ouvrière vis-à-vis de la disparition progressive des libertés citoyennes, la disparition de La Liberté en République française?

Nous autres, militants des syndicats de base, avons bien du mal à l'entendre s'exprimer, à haute et intelligible voix, sur ce sujet brûlant, par les temps qui courent. Nous avons du mal à ne discerner autre chose qu'une allégeance à la tournure que prend le «*dialogue social*» adopté par les autorités «*manageant*» ce pays selon des recettes – pour rester poli - «*jésuito-dictatoriales*». Pas une intervention à ce propos depuis des mois, voire plus. L'heure ne semble pas être aux voix fortes et qui portent ...

Les turpitudes dont Jean JAYER a été victime lors d'un débat public, suite à la plainte d'une intervenante politique - une députée - chargée de dire et redire la pensée unique au troupeau à soumettre, relèvent d'un glissement alarmant de la république sociale (inscrite dans la 5^{ème} constitution!) vers l'arbitraire et la dictature.

Le saviez-vous? Dès lors qu'un individu porte plainte contre vous, aujourd'hui, dans ce pays «*en état d'urgence*», vous êtes «*invité(s)*» à la gendarmerie qui s'empresse de prendre vos empreintes et vos photos anthropométriques, avant même de vous entendre donner votre version des faits. Vous n'êtes coupable en rien et refusez? «*Attention* - vous prévient un porteur d'autorité - *vous risquez 15.000 euros d'amende si l'affaire n'en reste pas là!*».

Au-delà de notre soutien inconditionnel à Jean Jayer, qui n'était même pas au courant de ce qu'il risquait s'il avait refusé, où en est la présomption d'innocence, lorsque l'autorité vous fiche comme n'importe lequel des malfrats? Qu'en dit la CNIL? Pourquoi diable la CGTFO ne la saisit-elle donc pas comme elle a su le faire, très médiatiquement pour évincer l'un des siens? Cher Jean, le saurons-nous un jour?

PETITE HISTOIRE DU SYNDICALISME ÉTASUNIEN en trois épisodes (1900-1918)

extraits de: «*Une histoire populaire des États-Unis – De 1492 à nos jours*»

Howard ZINN - Éditions Agone - 2002.

Épisode 1: L'AFL, *American Federation of Labor*

Vers 1900, ni le patriotisme guerrier ni l'absorption des énergies dans le système électoral ne pouvaient dissimuler les dysfonctionnements du système. Le processus de concentration des entreprises s'était poursuivi et le contrôle exercé par les banquiers devenait de plus en plus évident. A mesure que la technologie progressait et que les entreprises devenaient plus importantes, elles exigeaient de plus en plus de ces capitaux que seuls les banquiers détenaient [p.369].

Il y avait à cette époque quelque cinq cents ateliers de confection à New York. Plus tard, témoignait des conditions de travail, une femme se rappelait les escaliers dangereusement branlants. Peu de fenêtres, et si sales. Les planchers lessivés une fois par an. Et presque pas d'autre lumière que celle des brûleurs à gaz allumés jour et nuit. Les toilettes crasseuses et malodorantes dans le couloir sombre. Pas d'eau potable. Des souris et des cafards. Durant les mois d'hiver, on souffrait terriblement du froid. Et l'été, c'était la chaleur. C'était dans ces trous malsains que nous, les plus jeunes, au même titre que les adultes hommes et femmes, trimions de soixante dix à quatre-vingts heures par semaine! Samedis et dimanches compris!

Alors on pleurait, parce qu'après tout, on n'était que des enfants».

A l'hiver 1909, les ouvrières de la *Triangle Shirtwaist Company* s'organisèrent et décrétèrent la grève. Malgré le froid, elles formèrent rapidement un piquet de grève. Elles réalisèrent bientôt qu'elles ne pourraient pas gagner si les autres ateliers continuaient à travailler. Un grand rassemblement fut donc organisé pour demander le soutien des autres travailleurs de la confection. Clara Lemlich, une adolescente aux remarquables talents d'oratrice, qui portait encore les traces de coups reçus pendant le piquet de grève, se leva pour déclarer: «*Je propose une résolution appelant à la grève générale immédiate*». L'enthousiasme était à son comble et la grève fut votée.

Le syndicat prévoyait que trois mille personnes se joindraient à la grève; elles furent plus de vingt mille à cesser le travail [p.372].

Le syndicalisme progressait. Peu après le début du siècle, les syndicats comptaient environ deux millions de membres (un travailleur sur quatorze), dont 80% pour l'*American Federation of Labor*. L'AFL était un syndicat relativement fermé, presque uniquement composé d'hommes, blancs et ouvriers qualifiés. [p.374] L'AFL défendait la philosophie du «*syndicalisme de métier*». C'est ainsi que l'AFL parvenait à améliorer les conditions de certains travailleurs tout en laissant de côté la majorité d'entre eux [p.375].

Les dirigeants généreusement rémunérés de l'AFL

se mettaient à l'abri des critiques en exerçant un contrôle total sur l'organisation des rassemblements et en s'entourant de «*malfrats*», d'abord engagés pour combattre les briseurs de grève mais qui servirent ensuite à intimider et à corriger les opposants internes au syndicat.

Face à cette situation – terribles conditions de travail et caractère exclusif des organisations syndicales –, les travailleurs qui, jugeant que le système capitaliste était à l'origine même de la misère, souhaitaient un changement radical, se tournèrent vers un type nouveau de syndicalisme [p.376].

Épisode 2: L'IWW, *Industrial Workers of the World: les Wobblies*

Un matin du mois de juin 1905 se tint, dans un local de Chicago, une convention réunissant deux cent socialistes, anarchistes et syndicalistes radicaux venus de tout le pays. Ils fondèrent l'*Industrial Workers of the World* (IWW). Dans son autobiographie, Big Bill Haywood, l'un des responsables de la *Western Federation of Miners*, se souvient qu'il ramassa un morceau de bois qui traînait sur l'estrade et qu'il s'en servit de maillet pour ouvrir la convention:

«*Camarades travailleurs. Nous ouvrons le Congrès continental de la classe ouvrière. Nous sommes ici pour rassembler les travailleurs de ce pays au sein d'un mouvement dont l'objectif sera de libérer la classe ouvrière de l'esclavage capitaliste. Le but et l'objet de cette organisation doit être de rendre à la classe ouvrière le contrôle du pouvoir économique, des moyens de son existence et de l'appareil de production et de redistribution sans se soucier des patrons capitalistes*» [p.376].

La convention mit sur pied une constitution dont le préambule affirmait: «*La classe ouvrière et la classe patronale n'ont rien en commun. Il ne peut y avoir de paix tant que la faim et la nécessité frappent des millions de travailleurs et que la poignée d'individus qui forment la classe patronale profite de toutes les bonnes choses de la vie. [...] Entre ces deux classes, le combat doit se poursuivre jusqu'à ce que ceux qui triment se réunissent tous, aussi bien dans le domaine politique que dans celui du travail, pour s'approprier et conserver le fruit de leur travail par le biais d'une organisation économique de la classe ouvrière indépendante de tout parti politique, quel qu'il soit*».

L'IWW (dont les membres étaient appelés *Wobblies*, pour d'obscures raisons) souhaitaient rassembler tous les travailleurs d'une même branche en «*un seul grand syndicat*», sans discrimination de sexe, de race ou de qualification.

Les *Wobblies* prônaient «*l'action directe*»: «*C'est*

l'action menée directement sur le lieu de travail par et pour les travailleurs eux-mêmes, sans l'intermédiaire fallacieux des irresponsables syndicaux ou des politiciens intrigants. Une grève décidée, contrôlée et menée par les travailleurs directement concernés, c'est cela l'action directe. L'action directe, c'est la démocratie ouvrière» [p.377].

L'anarcho-syndicalisme progressait fortement en Espagne, en Italie et en France à cette époque. Les travailleurs étaient censés prendre le pouvoir, non en se saisissant de l'appareil étatique par la révolte armée, mais en mettant en panne le système économique au moyen de la grève générale en s'en emparant ensuite au plus grand bénéfice de tous.

C'était une idée extrêmement puissante. Au moment même où la croissance capitaliste devenait fantastique et les bénéfices énormes, et au cours des dix années captivantes qui suivirent sa création, l'IWW représenta une menace pour la classe capitaliste [p.378].

Épisode 3: Attaques contre l'IWW, contre les *Wobblies* refusant l'engagement guerrier en 14-18

Ils furent la cible de toutes les armes dont le système pouvait disposer: la presse, les tribunaux, la police, l'armée, la violence de rue. Les autorités locales votèrent des lois pour les empêcher de s'exprimer mais les *Wobblies* défièrent ces lois [p.378].

En 1916, à Everett (Washington), deux cent volontaires armés réunis par le shérif tirèrent sur des *Wobblies*, faisant cinq morts et trente et un blessés. Deux miliciens furent également tués et dix-neuf blessés. L'année suivante - alors les États-Unis entraient dans la Première Guerre mondiale - des volontaires du Montana capturèrent un des responsables de l'IWW Franck Little, et le pendirent à un chevalet de chemin de fer après l'avoir torturé [p.380].

En juin 1917, le congrès vota la loi sur l'espionnage, ratifiée ensuite par Wilson. Son intitulé pouvait laisser penser qu'il s'agissait d'une loi contre l'acte même d'espionnage, mais elle présentait également une clause qui prévoyait une peine pouvant aller jusqu'à vingt ans d'emprisonnement contre *«toute personne qui, en temps de guerre, inciterait volontairement ou tenterait d'inciter à l'insubordination, la trahison, la mutinerie ou le refus de servir dans les forces armées et navales des États-Unis, ou qui ferait volontairement obstruction aux services d'enrôlement et de recrutement américain»* [p.414].

L'année suivante, les États-Unis entraient dans la Première Guerre mondiale.

Le journal de l'IWW, l'*Industrial Worker*, annonçait juste avant la déclaration de guerre: *«Capitalistes des États-Unis, nous nous battons contre vous et certes pas pour vous! Conscription! Il n'est pas une force au monde qui puisse contraindre la classe ouvrière à se battre si elle ne le veut pas»* [p.422].

Néanmoins, la guerre offrit au gouvernement l'occasion de se débarrasser de l'IWW. Au début du mois de septembre 1917, des agents du département à la

Justice intervinrent dans quarante huit réunions organisées par l'IWW, emportant la correspondance et les publications qui allaient servir, plus tard, de pièce à conviction lors des procès. Courant septembre, cent soixante-cinq responsables de l'IWW furent arrêtés pour conspiration visant à empêcher l'incorporation, incitation à la désertion et pratiques d'intimidation dans les conflits sociaux. On jugea cent un membres de l'IWW en avril 1918. Il s'agissait alors du plus long procès de toute l'histoire des États-Unis (cinq mois) [p.422]. Ils furent tous déclarés coupables.

L'IWW fut anéantie.

La guerre prit fin en novembre 1918. Cinquante mille soldats américains y avaient perdu la vie [p.423].

Laurence STRIBY.

(suite de la page 12)

pardon le *«collaborateur»* qui a lien de subordination à l'employeur, pas l'inverse?

Alors, pour la communication, *«social»* est rajouté. Mais aujourd'hui encore, le *«social»* s'il n'est pas revendiqué, défendu et soutenu par la lutte collective, il n'existe pas ou plus. Une idée: demandez donc aux personnels hospitaliers ce qu'ils pensent du *«partenariat social»* dans le système de santé qui, en dix ans, a fermé 70 000 lits?

En fait, tant que perdure la volonté de ne pas réduire les écarts salariaux et de faire voler en éclats les acquis sociaux, le partenariat social sera juste un jeu de baise-couillons.

- Le Medef et Geoffroy sont aux anges: enfin le Président l'a dit, il faut *«travailler plus et produire plus»*. Entendre cela, comme la volonté de garder tous les emplois, voire d'en créer d'autres par tous les moyens. Ben oui! Plus de gens au boulot = plus de travail fait. Chante beau merle!!! Les employeurs et leurs sbires pensent eux à faire trimer plus et plus longtemps ceux dont ils ne peuvent se passer. Mieux rémunérer, oh! La vilaine pensée! Le Président n'a pas dit pour gagner plus.

- Les gendarmes et policiers, objets de désamour, sont fatigués d'être toujours suspectés, nous aussi, en plus on est leur chair à PV. Mais les loulous, tant que déontologie, discernement et pratique se recommanderont de la répression pour tout et tous, ne vous étonnez pas que vos éborgnés vous regardent d'un sale d'œil!

- La saleté, sans race ni tabou de la couleur de peau, notre société était enfin debout - nous l'avions pensé - jusqu'au moment où le symbole en fut le genou à terre. Désolant!

- La *Convention citoyenne* rend ses travaux, et recommande de manger moins de viande et de fromage. Oh! La vache! Pas d'intermédiaire, nous irons directement brouter l'herbe. Allez, bon app.

Michel et Claire,
18 juin 2020.

DES ABONNÉS NOUS ÉCRIVENT...

A RETENIR...

Ni devins, ni assez instruits, on ne peut dire ce que l'on retient pour forger notre opinion.

Au commencement était un inconnu, un coronavirus qui fut nommé SRAS-CoV2, et la maladie Covid19. Peut-être les virus de ce type naissent-ils, prospèrent-ils, baissent-ils en virulence et le plus souvent disparaissent-ils? Temps trop court pour trouver médicament, ou vaccin.

Vous suivez! Le haut du panier, qui n'œuvre que pour notre bien-être n'a vu qu'une «grippette» à soigner au paracétamol. Nous ne voulons pas croire un seul instant que les rois de la calculette pensèrent gains des comptes sociaux, en laissant le facétieux se répandre et toucher n'importe qui, majoritairement les plus vieux et plus malades. Seulement, leur travail de destruction du système de santé ayant porté ses fruits, c'est cul nu qu'ils partent en guerre. Pas de lits, de moyens de protection, de personnel, de matériel de soins ni de tests fiables. Restent les bénévoles et les courageux soignants et autres incontournables. Fraternité. Applaudissements pour ces dévoués et sans grade qui couvrent de honte les décideurs. Ne serait-ce que par l'oubli, ils seront tôt ou tard punis.

Ce virus serait de fabrication chinoise! Les américains le disent, quand on se souvient des armes de destructions massives d'Irak, et que là, ce sont Donald et un labo chercheur de la molécule salvatrice et de bon rapport qui le disent. Hum! Gros doute!

Particulier ce coronavirus? Il est connu et pourtant on sait peu de choses sur lui! Il se transmet par les postillons (ferme-la) et se véhicule par les mains (mains dans les poches). A part cela, devinette!

Les savants savent des choses et se contredisent: la vérité du jour n'est pas celle de la veille, encore moins celle du lendemain. Qu'en fait-on du Sars-CoV2? De mémoire, le V2, ça explose et finit par disparaître.

Vous suivez encore! Une fois qu'infectés, hospitalisés et morts furent venus, n'ayant rien d'autre, seront pris les décrets de l'exceptionnel confinement. Ces ralentisseurs de cata ont un revers: sans propagation, moins d'infectés, de malades, d'immunisés, l'infection continue et toujours rien pour soigner, détection possible, médicaments inconnus. Soit ton organisme costaud se défend tout seul, avec soins intensifs et réa, ou alors en route pour le voyage sans retour.

Efficace ou pas? Existerait une marseillaise thérapie à prescrire le plus tôt possible (85% de réussite). Trop attendre = trop tard.

La majorité de nos élites et professeurs émérites du «carnet d'adresses» reçoivent cinq sur cinq, s'empresent d'interdire au médecin généraliste de prescrire. A ne donner qu'en fin de vie, ce qui ne sert à rien, fiasco assuré, et découverte du tombeau de la précaution, non! Défaut majeur du promoteur connu et reconnu: il ne veut pas faire partie du réseau des labos pharmaceutiques, et autres pince-fesses de la profession. Son

choix: soigner. Pour faire les malins, répétons, que ce qui tue l'intubé ce ne serait pas directement le Covid, mais «l'orage cytokinique» (connu aussi pour les greffes), ou réaction incontrôlable des défenses de l'organisme.

Vous suivez toujours! Vint une loi d'exception renouvelable, on peut presque dire à l'envie et par quasi tacite reconduction. En ce 9 mai 2020, sénateurs et députés (tous ensemble réconciliés) viennent de voter la première prolongation jusqu'au 10 juillet 2020. A la suivante?

Au fait, pour les anciens et les curieux du passé, elle ne vous rappelle rien cette France coupée en deux zones? Rouge, réanimation en surcharges. Vert, il y a encore de la place. Pas de ligne de démarcation mais déplacements contrôlés: masqués, avec certificat employeur (bus, train, métro) et limités à 100 km à vol d'oiseau (compliqué pour qui n'a pas d'oiseaux); au-delà, autorisation obligatoire (sauf dans le département); attention, c'est in-fine le discernement des femmes et hommes en uniforme ou avec brassard qui valideront le bien-fondé du déplacement et le PV.

Pour la maladie, sera obligatoire et mieux rémunérée la dénonciation par le médecin, puis le traçage par les fumeuses brigades de suivi qui finiront boulot de flicage/fichage.

Toutes proportions gardées, il n'est pas absurde de ressentir cela comme la mise au goût du jour d'une autre délétère pratique de Milice et «Geheime Staatspolizei».

Protégez les autres et vous, mais ne vous résignez pas à être des esclaves et des exclus.

Michel et Claire,
11 mai 2020.

2 JUIN 2020, JOUR D'APRÈS...

Sous réserves que la liberticide loi d'exception soit levée (normalement le 10/07).

Phase 2 de fin-confinement, pour notre bien, «y a de la joie!», les cigognes et les hirondelles sont de retour, les prédateurs aussi.

L'obligatoire dénonciation rémunérée du toubib, sera complétée par le téléphone portable qui pouvait localiser, savoir si nous étions dans la bonne heure ou distance pour aller chercher le pain; arrive le «stop-covid» qui dira que tu rencontres plus de quinze minutes à moins d'un mètre. Amants et maîtresses avec portable vont devoir s'astreindre à éteindre pour s'êtreindre.

A l'avenir, tout s'effacera sauf si on s'oublie un peu; puis tout compte fait ce truc serait pas mal pour les épidémies, la mémoire qui flanche, le traçage individuel. Fiasco ou pas, le principal est de commencer, ensuite seront trouvées les utilisations bienfaitrices.

Nos petites têtes de prolétaires sont certaines que, depuis le début, la suite du confinement sera sans fin et qu'à un moment, de façon «éthique», les jamais repus feront l'addition, les plus pauvres auront la soustraction.

(suite en page 12)

Dans la douceur du printemps revenu et de l'été qui arrive, sera mise en œuvre la diminution des congés, RTT, des salaires, primes etc..., etc... La seule augmentation à prévoir, celle du temps de travail, enfin pour ceux qui en auront. Tous les licenciés seront à terme remplacés par des CDD, voire des contrats de mission ou d'autres trucs où le salarié peut être tordu, essoré et jeté à l'envie. Notons au passage que les premiers qui cassent du salarié sont ceux qui touchent le plus d'aides de l'État. Vous aviez dit «*entreprise citoyenne*»?

Appelez ça comme vous voudrez - prétexte, effet d'aubaine, obligation de survie - la facture est en route. Début de la faim.

Youpi! Les vacances ouvrent avec restrictions, les pistes enherbées et les plages; de toutes façons, on s'en fout un peu puisque bon nombre d'entre nous, vieux compris, ne pourrions pas y aller, boulot boulot, pas assez d'argent, peur entretenue de la maladie.

Il paraît que les soignants qui ne peuvent prendre leurs jours de repos vont peut-être bénéficier - pas tous - des RTT que pourront donner ceux qui ne peuvent pas les prendre non plus... Enfin pour cette année avant que les entreprises ne les suppriment; demain n'ayant rien à donner, problème réglé!

L'hospitalisation pour coups reçus et œil en vrac, c'était hier.

Chiche, à la prochaine manif des infirmières, à la place des matraques et lacrymogènes, le maintien de l'ordre donnera des jours RTT.

Un temps mis de côté par «*le comité scientifique*» qui ne savait et ne sait pas tout de la Covid19, voilà que reviennent les experts dans «*le comité économique*»: eux savent qu'il faut préserver les droits des plus fortunés et que le travail est un coût.

Après, il aura peut être les spécialistes d'«*un comité social*» qui traitera de la meilleure façon d'exploiter encore plus le prolo.

Méditez là-dessus:

- les 5% des plus aisés vivent en moyenne jusqu'à 84ans; les moins aisés, eux, 72 ans, soit 12 ans d'écart,
- durant les «*Trente glorieuses*» (1945-75) la bourse était minuscule et le CAC40, absent.

- quel est le bon sens: dire qu'en 2020 la croissance sera de -8% ou que la récession sera de +8%?

- avant, entrée masqué à la banque: suspect! aujourd'hui, c'est sans masque?

- pu-naïse ou -tain, 300 ans après Le Chapelier, (14 juin 1791), on interdit les rassemblements, les manifs, sonne mal.

Bel avant de l'après cov qui normalement va de l'avant!

Cette période de consignes contradictoires permet tout de même de savoir comment se moucher, mettre un masque, la visière plastique, garder les distances physiques, parler combien de temps, avec qui.

Un peu de liberté: personne ne dit comment se désinfecter les oreilles, ni quelle est la main qui torche!

Ouf!

Michel & Claire,
2 juin 2020.

TEMPS DU RETOUR !

En cette fin de printemps où les pigeons sont déconfinés, les prédateurs sont aussi de retour:

- Les faux-culs de députés et sénateurs qui commissionnent pour savoir si tout a été bien fait. Après avoir donné les pleins pouvoirs au gouvernement, ils ont bonne mine. Pas de chance pour la sant : Nicole Notat, celle qui soutenait la grande braderie sociale de 1995 coordonne le «*Ségur santé*» qui, soit dit en passant, dans sa lettre de mission ne cite pas une fois le service public. Comme d'hab. C'est à la fin de la foire qu'on va compter les bouses! Laurent tu suis?

- Les experts, - rien ne se perd -, un temps supplantés par les êtres en «*logues*» (infectiologues, virologues, immunologues, etc..., pourquoi pas informatologues) ressortent les vieilles lunes sur les plateaux de médias (médiocres?). Allons dans l'allongement du temps de travail, des congés réduits, des licenciements, des salaires diminués. Retraités, un peu de patience, la facture va bientôt tomber, le trou se creuse, devinez qui va reboucher?

- Les voleurs, ceux entre autres qui clouent au pilori les régimes spéciaux, mais qui n'hésitent pas un seul instant à voler les économies réalisées par les cotisants de ces régimes. Ceux qui tout en criant au gaspillage, quand il s'agit des aides sociales, se gavent d'argent public. Ceux qui ont poussé des entreprises à tout bousculer et investir pour faire des masques «*français*» et qui, aujourd'hui, les commandent au Pakistan, Inde, Chine, etc... Une pensée toute particulière (c'est notre région) aux tissages de Charlieu (Loire) lamentablement lâchés par *La Poste* qui commande au Vietnam et notre région Auvergne-Rhône-Alpes qui achète au Pakistan. Elles ne sont sans doute pas les seules. Elle démarre bien l'idée de retrouver, en premier, l'indépendance sanitaire et le commerce de proximité!

- Les tartufes du patronat, - citoyen, ça va de soi -, qui ne veulent plus aucuns droits sociaux; et si dans le même temps, on pouvait réduire la masse salariale, ce ne serait que du bonheur. Persécutés, ils subissent les dons de l'État: salaires du chômage partiel, primes, réduction de cotisations, etc... Alors que le pauvre, si la faim le taraude, il garde la liberté de choix de la bonne œuvre caritative et de la mendicité.

- Les hypocrites et menteurs, dans le discours, remettent à la mode «*les partenaires sociaux*»; ils pensaient arriver seuls à faire aimer aux prolos les coups qu'on leur met sur la gueule. Échec. Donc, brossons dans le sens du poil lesdits partenaires sociaux invités à négocier la relance économique sur les propositions des exploiters, c'est la meilleure façon de leur faire avaler. Le triste étant que certaines organisations syndicales soient prêtes à jouer la cogestion: attention aux gardes-chiourmes!

- Les «*partenaires sociaux*» méritent quelques interrogations: comment peut-on être partenaires quand l'un a tous les pouvoirs et l'autre, les obligations? Jusque-là, - à moins d'un changement récent -, c'est bien le salarié,

(suite en page 10)

HASTA LA VICTORIA, SIEMPRE...

Le 18 mai, Serge Gentili, militant syndicaliste et un anarcho-syndicaliste décédait au Portugal où il résidait depuis quelques mois. Serge a été embauché comme agent technique de la COFRETH sous-traitant d'ADP (Aéroports de Paris) et fera partie des premiers agents commerciaux masculins embauchés en 1979.

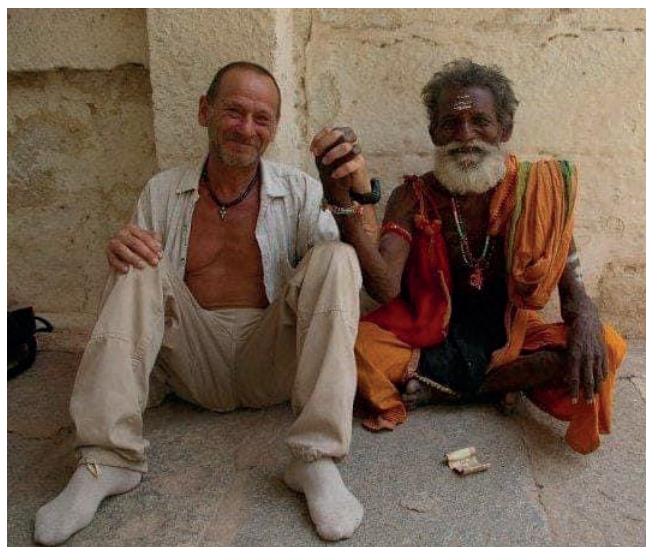
Il rejoindra FO en 1981 en participant à une grève pour la titularisation des CDD, deviendra secrétaire adjoint du syndicat deux ans plus tard et assurera le poste de secrétaire adjoint du CE de ADP. Serge est élu secrétaire du syndicat FO ADP en 1986 et le restera jusqu'en 2009, date où il est élu par le personnel au CA de ADP, poste qu'il occupera jusqu'à son départ en retraite en 2019. Pour assurer son mandat, il suit une formation à l'IFA Sciences Po et obtient un *Certificat d'administrateur d'entreprise cotée en bourse*. N'oubliant jamais la sous-traitance d'où il était issu, il s'est engagé pour la titularisation des agents précaires et défendra l'ensemble des salariés des transports aériens. Serge reconnu pour sa compétence, sa détermination et sa pugnacité sera élu à des responsabilités au niveau fédéral, membre du bureau de la *Fédération Équipement Environnement Transport Services (FEETS FO)*, membre du conseil supérieur de l'Aviation marchande, représentant FO au niveau national pour la branche transport aérien et responsable du secteur négociation collective.

Il ne quittera pas pour autant le syndicalisme d'action directe et organisera des grèves dures sur les aéroports pour obtenir: le 13^{ème} mois, la reprise à 100% du personnel en cas de transfert de marchés et dénonce... dénoncera en permanence le jumping social et les patrons voyous. Toujours en première ligne, il participera aux manifestations dans les dures journées contre la loi Travail et bien d'autres avant. Serge, militant fidèle à ses idées, son combat: L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs et d'eux mêmes, pour s'affranchir de toute forme d'exploitation, d'oppression. Il était un travailleur conscient que le combat contre le capitalisme n'avait pas de frontières. Pour parfaire sa formation et mieux combattre notre ennemi, il suivra une formation à la Sorbonne et une formation en sociologie, pendant un an, à Sciences Po. Le petit précaire, sur les bancs de la Sorbonne pour les formations du CFMS-FO, mais toujours en lutte et le poing levé.

Humaniste, mettant ses actes en conformité avec ses paroles, il finance les études de jeunes filles au Cambodge via une association donnant l'accès à l'éducation de jeunes issus de milieux très pauvres, les faisant sortir de cette pauvreté grâce à l'obtention de qualification.

Toujours le poing levé et la fraternité au cœur.

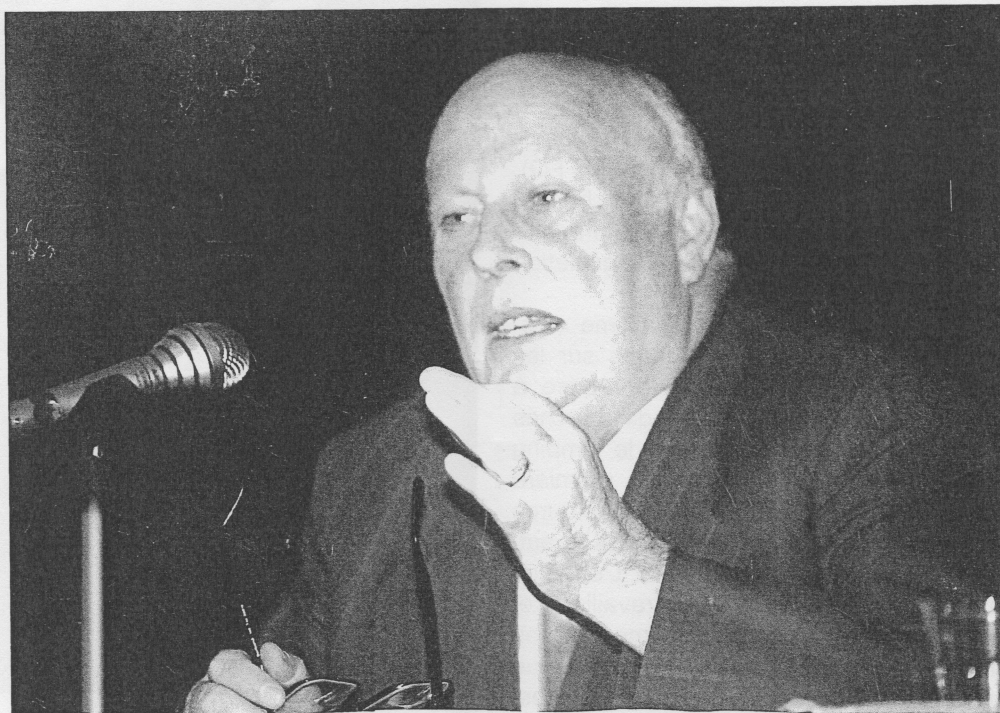
Salut camarade Serge!



L'Anarcho-syndicaliste

Alexandre Hébert

**UN HOMME DE CONVICTION
UN ANARCHISTE INDIVIDUALISTE**



Anarchiste individualisme, anarcho-syndicaliste, amant passionné de soi-même, Alexandre Hébert était certainement la dernière figure historique du mouvement anarchiste. Ce livre est un recueil de ses écrits, on y trouvera des articles (publiés dans les journaux et revues, divers et variés), des courriers, des conférences... Ainsi le lecteur pourra appréhender la cohérence de la pensée d'Alexandre Hébert, juger de son apport tant théorique que pratique à l'anarchisme et de son actualité. Tel est, en tout cas notre ambition.

Ce livre est disponible : 10 euros + 5 pour le port

Préface de Christophe Bitaud

Textes choisis par Jacqueline Saliou et Bertrand Kanban